

RADIOGRAPHIE DE L'ÉLECTORAT DE GAUCHE À UN AN DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Antoine Bristielle

25/06/2026

À quoi ressemble l'électorat de gauche à un an de l'élection présidentielle ? À partir des données de l'*Enquête électorale française* réalisée par Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde* et le Cevipof, Antoine Bristielle, directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation, dresse une radiographie et met en lumière quatre grandes familles qui, si elles partagent un socle important de préoccupations et d'aspirations, divergent sur les stratégies politiques. Il offre ainsi un éclairage précieux sur les rapports de force qui structureront la prochaine séquence présidentielle.

Méthodologie

Cette analyse s'appuie sur les données de l'Enquête électorale conduite par Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde* et le Cevipof, réalisée auprès d'un échantillon de plus de 11 000 individus représentatifs de la population française. La plupart des variables utilisées proviennent de la vague la plus récente, réalisée en avril 2026. Néanmoins, certaines questions relatives aux valeurs, aux attitudes politiques ou aux enjeux de société n'étant pas présentes dans cette vague, nous avons ponctuellement mobilisé des variables issues de vagues antérieures de l'enquête, notamment celles réalisées à l'occasion des élections européennes et législatives de 2024.

L'analyse porte spécifiquement sur les individus se positionnant à gauche sur une échelle gauche-droite allant de 0 à 10. Ont ainsi été retenus les répondants se situant entre 0 et 4 inclus. Cet espace représente aujourd'hui 29% de l'ensemble de l'électorat français.

L'objectif de cette étude est double. Il s'agit d'une part d'identifier les principales familles qui composent aujourd'hui l'électorat de gauche et, d'autre part, de mieux comprendre les rapports de force potentiels entre les différentes offres politiques susceptibles de s'affronter lors de l'élection présidentielle de 2027. Afin de saisir les proximités et les lignes de fracture au sein de cet

électorat, nous avons mobilisé les probabilités de vote déclarées pour les principales forces politiques lors d'une prochaine élection. Dans un contexte où les candidatures présidentielles ne sont pas encore arrêtées, ces probabilités de vote permettent d'appréhender non seulement les préférences actuelles des électeurs, mais également leurs espaces potentiels de circulation politique.

Une analyse typologique a été réalisée afin d'identifier les principales structures internes de l'électorat de gauche. Le nombre optimal de groupes a d'abord été déterminé à partir d'une classification ascendante hiérarchique, permettant de faire émerger les principales divisions au sein de la population étudiée. Sur cette base, une segmentation a ensuite été effectuée à l'aide de la méthode des k-means.

Il est important de souligner que cette classification repose exclusivement sur les probabilités de vote déclarées pour les différentes forces politiques. Les variables sociodémographiques, les systèmes de valeurs ou les positionnements sur les grands enjeux économiques, sociaux et culturels n'ont pas été utilisés pour construire les groupes. L'objectif était ici d'identifier les principales coalitions électorales potentielles au sein de l'électorat de gauche, indépendamment des caractéristiques individuelles des répondants. Ces variables ont ensuite été mobilisées dans un second temps afin de caractériser et d'interpréter les profils obtenus. Cette démarche permet ainsi de mettre au jour les principales familles politiques qui structurent aujourd'hui la gauche française, mais également d'identifier les espaces de concurrence et de circulation électorale susceptibles de jouer un rôle décisif à l'approche de l'élection présidentielle de 2027.

À moins d'un an de l'élection présidentielle de 2027, la gauche aborde cette échéance dans un contexte de forte fragmentation politique. Jean-Luc Mélenchon, candidat de La France insoumise (LFI), est déjà entré en campagne et entend bien se qualifier pour le second tour de la présidentielle. Face à lui, les candidatures potentielles se multiplient. Raphaël Glucksmann apparaît aujourd'hui comme le plus en avance, mais d'autres figures pourraient également prétendre incarner une alternative de gauche au mélenchonisme, qu'elles soient issues du Parti socialiste, des Écologistes ou d'autres sensibilités de gauche. Si les contours exacts de cette offre politique restent encore incertains, une chose semble en revanche largement probable : l'élection présidentielle verra s'affronter au moins deux offres concurrentes au sein de la gauche. Dès lors, deux questions apparaissent centrales.

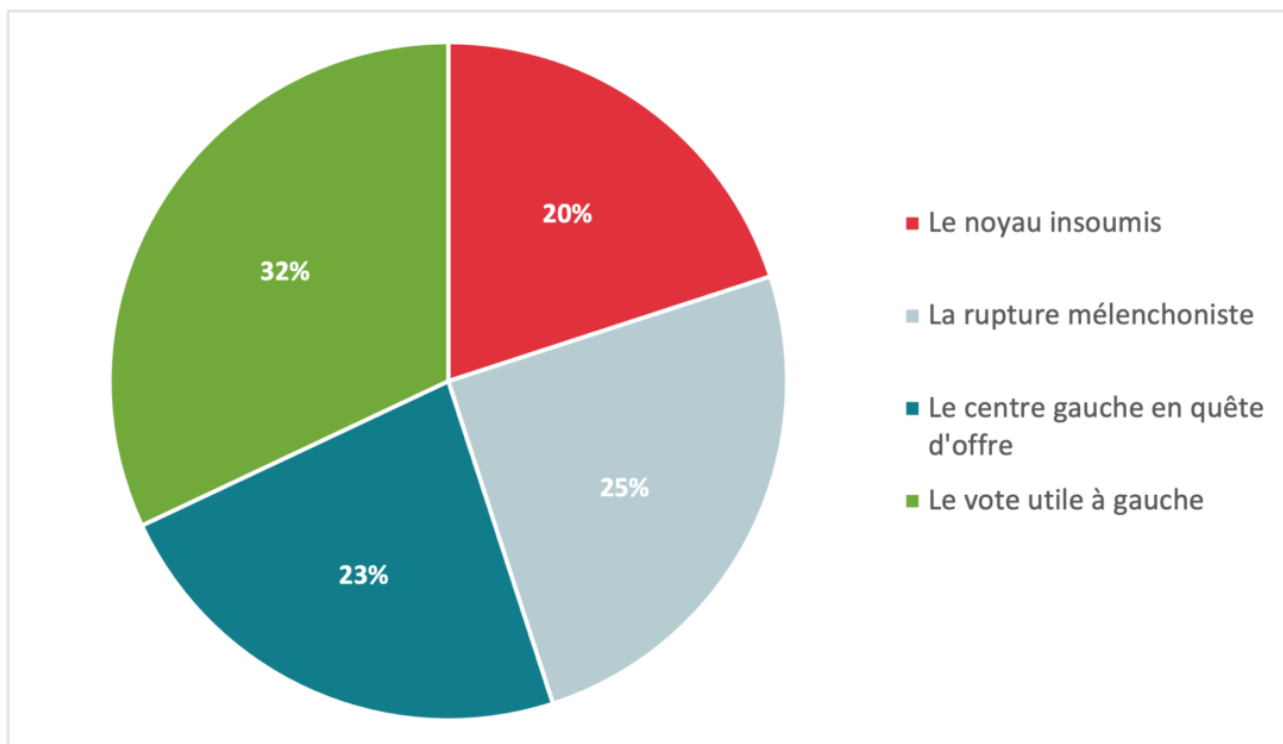
La première concerne l'état réel de la gauche française. Depuis une dizaine d'années, et le quinquennat de François Hollande en particulier, le débat public est régulièrement structuré autour de l'idée de « deux gauches irréconciliables », opposant une gauche « réformatrice » à une gauche de « rupture ». Les tensions permanentes entre LFI et le reste de la gauche semblent donner du crédit à cette lecture. Mais les électeurs de gauche sont-ils réellement aussi divisés que les organisations politiques qui prétendent les représenter ?

La seconde question est directement liée à l'échéance présidentielle qui s'annonce. Dans un contexte où plusieurs candidatures de gauche devraient être présentes, quelle offre politique apparaît aujourd'hui la mieux placée pour prendre l'ascendant sur les autres ? Quels électorats sont déjà solidement ancrés dans un camp ? Lesquels restent ouverts à plusieurs offres concurrentes ? Et quelles coalitions semblent les plus susceptibles de s'imposer à l'approche de 2027 ?

Pour répondre à ces questions, nous avons analysé les attitudes, les valeurs et les attentes des Français qui se positionnent à gauche sur une échelle gauche-droite, c'est-à-dire entre 0 et 4 sur une échelle allant de 0 à 10. Cet espace représente aujourd'hui seulement 29% de l'ensemble des électeurs français.

L'analyse met en évidence quatre grands groupes au sein de ces 29% : un noyau insoumis fortement fidèle à Jean-Luc Mélenchon représentant 20% de l'électorat de gauche ; une gauche largement tournée vers LFI en 2022, mais désormais en rupture avec le mélenchonisme (25%) ; un centre gauche en quête d'offre politique (23%) ; et enfin un bloc du « vote utile à gauche », davantage attaché à la victoire de la gauche qu'à une force partisane particulière (32%).

Graphique 1. Les différentes familles de la gauche



Base : Français qui se situent entre 0 et 4 sur une échelle gauche-droite allant de 0 à 10, soit 29% du corps électoral.

Les résultats conduisent à deux conclusions principales. D'une part, les divisions qui traversent aujourd'hui la gauche portent moins sur les objectifs poursuivis que sur les stratégies permettant de les atteindre. Santé, pouvoir d'achat, éducation ou encore réduction des inégalités constituent des priorités largement partagées par l'ensemble de ses composantes. Les principaux clivages concernent davantage le rapport à la radicalité, au compromis et surtout à LFI, dont le rejet apparaît désormais comme un facteur structurant pour une partie importante de l'électorat de gauche.

D'autre part, la compétition qui s'annonce pour 2027 pourrait largement se jouer autour d'un même électorat pivot. Alors que certains groupes apparaissent déjà fortement ancrés dans un camp, le bloc du « vote utile à gauche » demeure ouvert à plusieurs offres concurrentes et constitue aujourd'hui le principal espace de bataille entre une candidature portée par LFI et une offre alternative issue du reste de la gauche.

Le noyau insoumis

Représentant 20% de l'électorat de gauche, soit environ 6% de l'ensemble des électeurs français, le noyau insoumis constitue le cœur militant et électoral de LFI. Plus qu'un simple soutien à Jean-

Luc Mélenchon, ce groupe se caractérise par une forte cohérence idéologique et par une adhésion à une stratégie de rupture politique, économique et institutionnelle.

Un socle électoral extrêmement fidèle

Aucun autre groupe n'entretient un lien aussi fort avec LFI. En 2022, 86% des membres de ce groupe avaient voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle. Deux ans plus tard, 63% ont choisi la liste conduite par Manon Aubry aux élections européennes. Aujourd'hui encore, ils affichent une probabilité moyenne de 8,4 sur 10 de voter pour LFI lors d'une prochaine élection, aucun autre parti n'atteignant un niveau comparable. De manière cohérente, 76% déclarent qu'ils seraient satisfaits d'une victoire de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle.

Tableau 1. Probabilité moyenne de vote lors des prochaines échéances électorales

	Le noyau insoumis	La rupture mélenchoniste	Le centre gauche en quête d'offre	Le vote utile à gauche
La France insoumise	8,4	0,8	1,6	7,3
Les Écologistes	4,5	4,2	5,3	7,5
Parti socialiste	2,3	6	7,1	7,3
Renaissance	0,3	0,8	5,1	1,8
Horizons	0,4	1,1	5,3	2
Rassemblement national	0,3	1,2	1,1	0,4

Lecture : Le noyau insoumis a une probabilité moyenne de 8,4/10 de voter pour La France insoumise lors des prochaines élections.

Cette proximité partisane s'accompagne d'un ancrage idéologique particulièrement marqué à la

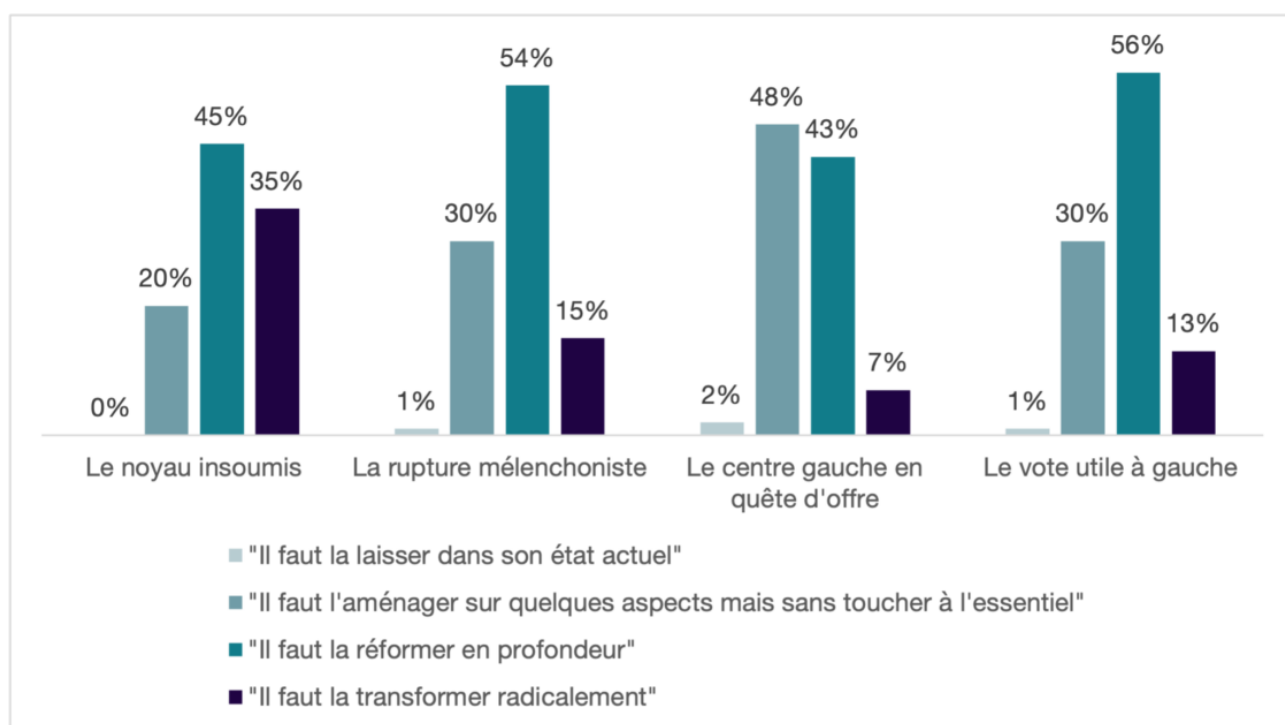
gauche de la gauche. Sept membres sur dix se situent entre 0 et 2 sur l'échelle gauche-droite : 28% se placent à 0, quand 17% se placent à 1 et 25% à 2. Il s'agit de loin du groupe le plus à gauche de l'ensemble de la typologie.

Une gauche de rupture

En ce qui concerne les priorités pour la prochaine présidentielle, le noyau insoumis partage une large partie des préoccupations du reste de la gauche. La préservation du système de santé est citée par 90% de ses membres, soit le niveau le plus élevé des quatre groupes. Viennent ensuite la réduction des inégalités sociales (85%), l'amélioration du pouvoir d'achat (73%) et celle du système éducatif (72%). La principale spécificité de ce groupe réside dans l'importance accordée à la lutte contre les discriminations, considérée comme prioritaire par 71% de ses membres. Cette thématique n'apparaît dans le top 5 des préoccupations d'aucun des autres groupes.

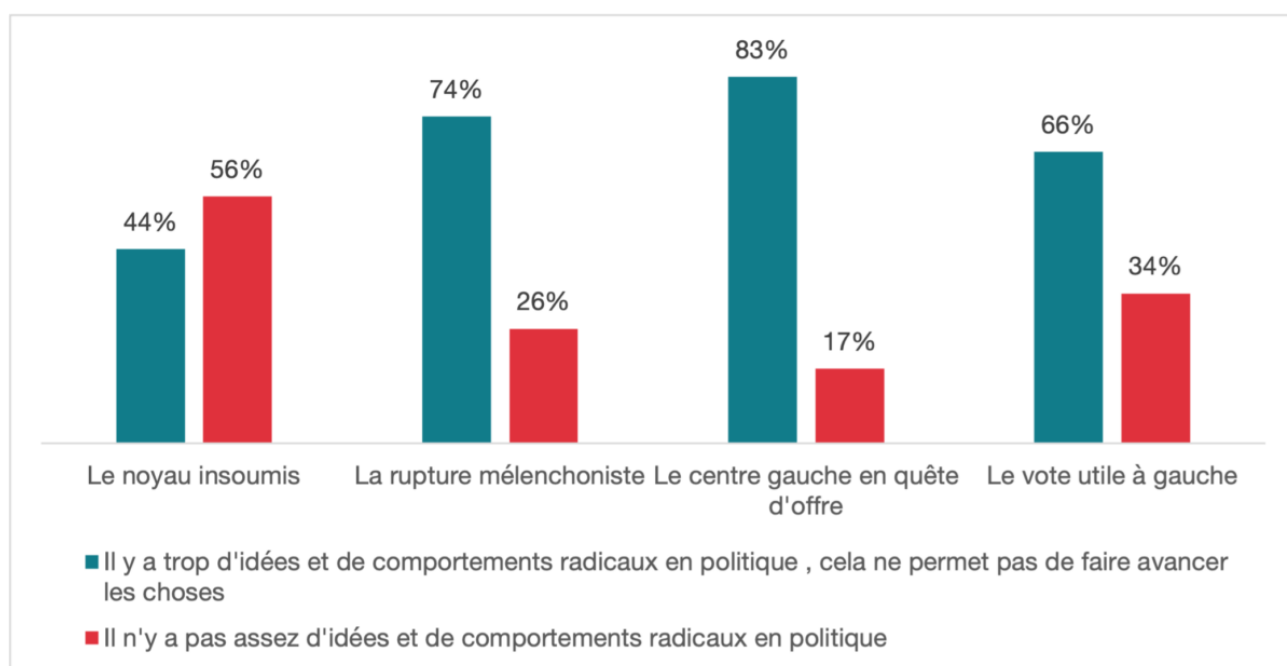
Mais c'est surtout leur rapport au changement qui distingue les électeurs du noyau insoumis des autres. Alors que 78% des membres du noyau insoumis considèrent que la démocratie française fonctionne mal, ils sont 35% à souhaiter une transformation radicale de la société, soit plus du double de la moyenne observée dans l'ensemble de la gauche (17%), et 45% privilégient une réforme en profondeur de la société.

Graphique 2. Souhait de transformation de la société dans les années à venir



Cette aspiration à la rupture se retrouve également dans leur rapport à la conflictualité politique. Ils constituent le seul groupe où une majorité absolue estime qu'il n'y a pas assez d'idées et de comportements radicaux dans la vie politique française (56%, contre 33% en moyenne parmi les électeurs de gauche et 33% parmi la population française). De la même manière, 56% préfèrent un responsable politique qui reste fidèle à ses convictions sans faire de compromis plutôt qu'un dirigeant prêt à faire des compromis, contre seulement 34% dans l'ensemble de la gauche et 45% dans l'ensemble de la population française.

Graphique 3. Rapport à la radicalité en politique



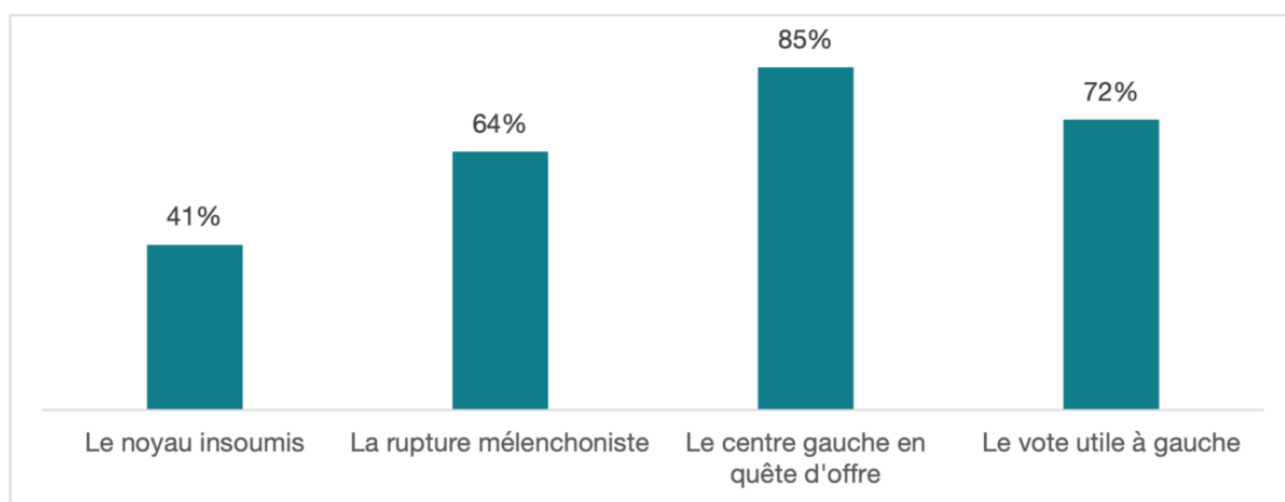
Sur les questions économiques, cette logique de rupture est tout aussi visible. Ainsi, 84% considèrent que la justice sociale suppose de prendre aux riches pour donner aux pauvres, soit 15 points de plus que la moyenne des quatre groupes. Seuls 12% estiment que les chômeurs pourraient trouver un emploi s'ils le voulaient réellement, contre 31% en moyenne dans la gauche. Enfin, 87% jugent nécessaire que l'État contrôle plus étroitement les entreprises afin de faire face aux difficultés économiques, soit le niveau le plus élevé à gauche.

Une société ouverte mais une relation plus distante à l'Europe

Le noyau insoumis apparaît également comme l'un des groupes les plus ouverts sur les questions de société. Seuls 9% considèrent qu'il y a trop d'immigrés en France, contre 15% dans l'ensemble de la gauche. De même, 19% seulement estiment que « l'on ne se sent plus chez soi comme avant », contre 26% dans la moyenne des quatre groupes.

En revanche, ce groupe se distingue par une relation beaucoup plus critique à l'Union européenne. Seuls 41% considèrent que l'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose, contre 67% dans l'ensemble de la gauche, 72% au sein du bloc du « vote utile à gauche » et même 85% au sein du centre gauche. Il s'agit de l'une des principales lignes de fracture qui le séparent des autres composantes de l'électorat de gauche.

Graphique 4. « L'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose »



Une jeunesse diplômée mais économiquement fragilisée

Sociologiquement, le noyau insoumis est avant tout un électorat jeune. Près de la moitié de ses membres (47%) ont moins de 35 ans, contre seulement 16% dans l'ensemble de la population française. Il est également fortement urbain : 48% vivent dans une commune de plus de 200 000 habitants. Cet électorat présente également un niveau de diplôme élevé. Près des deux tiers (62%) sont diplômés du supérieur, soit 7 points de plus que la moyenne nationale. Pour autant, ce capital scolaire ne se traduit pas nécessairement par une situation économique confortable. Quatre membres sur dix appartiennent à un foyer dont les revenus mensuels nets sont inférieurs à 2000 euros. Seuls 31% déclarent qu'il leur est facile de mettre de l'argent de côté à la fin du mois, contre 40% dans l'ensemble des groupes étudiés. De même, 47% seulement affirment pouvoir faire face à une dépense imprévue de 400 euros, contre 60% en moyenne parmi les électeurs de gauche. Cette fragilité se retrouve également dans le rapport à la vie quotidienne. Seuls 33% se déclarent satisfaits de la vie qu'ils mènent, soit 10 points de moins que la moyenne des quatre groupes (43%). Les employés y sont légèrement surreprésentés (18% contre 14% dans l'ensemble de la gauche), tout comme les inactifs non retraités (22% contre 16%).

Au total, le noyau insoumis apparaît comme une gauche jeune, diplômée mais souvent économiquement fragile, fortement attachée à l'intervention de l'État et à une transformation profonde de la société. Plus encore que ses positions programmatiques, c'est son rapport à la radicalité et son rejet du compromis qui le distinguent des autres familles de gauche et en font aujourd'hui le socle le plus solide de Jean-Luc Mélenchon.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

La rupture mélenchoniste : la gauche qui a quitté La France insoumise

Représentant 25% de l'électorat de gauche, soit environ 7% de l'ensemble des électeurs français, ce groupe se caractérise avant tout par la rupture qu'il a opérée avec Jean-Luc Mélenchon et LFI au cours des dernières années.

Une rupture spectaculaire avec LFI

L'évolution de cet électorat apparaît particulièrement nette lorsque l'on observe ses comportements électoraux. En 2022, 41% de ses membres avaient voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle. Aujourd'hui, leur probabilité moyenne de voter pour LFI n'est plus que de 0,8 sur 10 et seulement 1% déclarent qu'ils seraient satisfaits d'une victoire de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle.

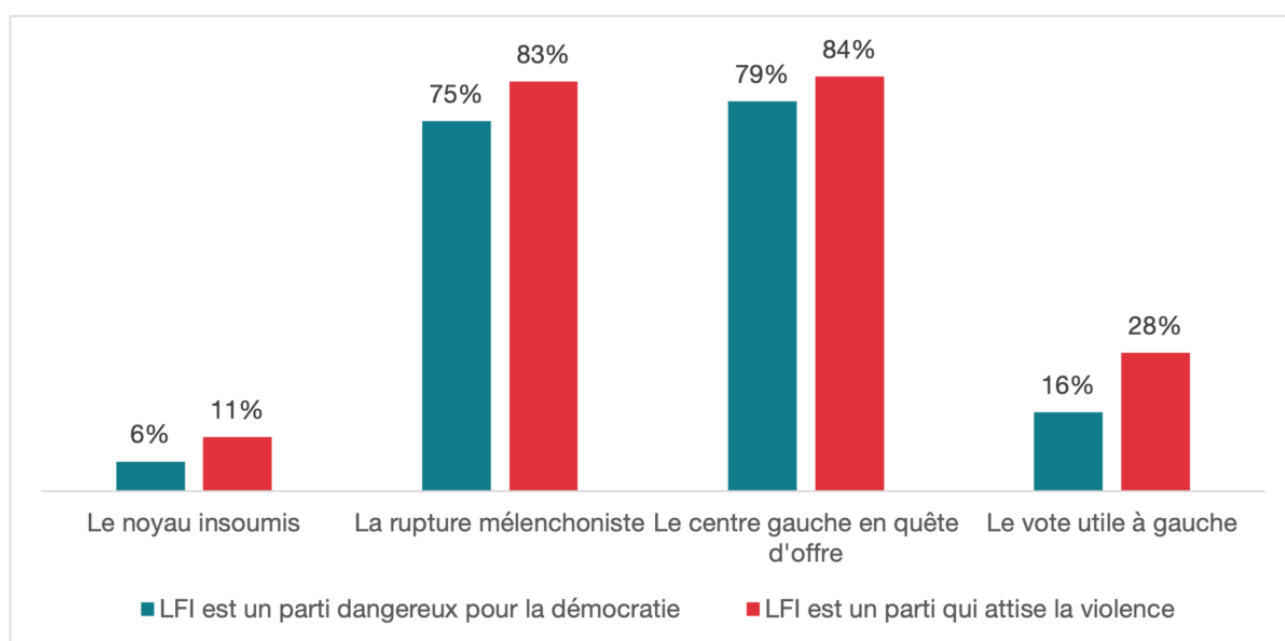
Tableau 2. Vote au premier tour de la présidentielle de 2022

	Le noyau insoumis	La rupture mélenchoniste	Le centre gauche en quête d'offre	Le vote utile à gauche

Jean-Luc Mélenchon	86%	41%	17%	74%
Fabien Roussel	3%	10%	5%	3%
Yanick Jadot	1%	12%	13%	10%
Anne Hidalgo	1%	6%	6%	3%
Emmanuel Macron	2%	16%	48%	7%

Plus qu'une prise de distance, il s'agit désormais d'un rejet massif de La France insoumise. Les trois quarts de ce groupe (75%) considèrent désormais que LFI constitue un danger pour la démocratie et 83% estiment qu'elle attise la violence dans la société. Fait particulièrement révélateur, ces jugements sont quasiment identiques à ceux portés sur le Rassemblement national (RN) : 78% des membres de ce groupe considèrent que le RN est un danger pour la démocratie et 78% qu'il attise la violence. Aux yeux de ces électeurs, LFI apparaît donc aujourd'hui comme une force politique aussi problématique que l'extrême droite sur le plan démocratique.

Graphique 5. Image de LFI auprès des différentes familles de la gauche



Pour autant, cette rupture avec le mélenchonisme ne s'est pas traduite par un report massif vers une autre force politique, qui pourrait bénéficier d'un transfert « automatique » de ses voix. Le Parti socialiste obtient une probabilité moyenne de vote de 6 sur 10, tandis que les Écologistes atteignent seulement 4,2 sur 10. Aucun candidat alternatif à Jean-Luc Mélenchon ne suscite un enthousiasme majoritaire : 43% seulement seraient satisfaits d'une victoire de Raphaël Glucksmann, 23% d'Olivier Faure et 19% de Marine Tondelier. Ce groupe apparaît ainsi davantage comme une gauche en rupture avec une offre politique que comme un électorat déjà rassemblé derrière une nouvelle incarnation.

Un groupe toujours solidement ancré à gauche

Malgré ce rejet de LFI, les attentes exprimées par ce groupe restent très proches de celles observées au sein du noyau insoumis. La préservation du système de santé constitue leur priorité (86%), devant l'amélioration du pouvoir d'achat (69%), celle du système éducatif (64%) et la réduction des inégalités sociales (61%). La principale différence concerne la lutte contre les discriminations, qui constituait une priorité majeure du noyau insoumis mais n'apparaît pas en tête des principaux enjeux de ce groupe.

Tableau 3. Sujets jugés déterminants pour faire son choix de vote lors de la prochaine présidentielle

	Le noyau insoumis	La rupture mélenchoniste	Le centre gauche en quête d'offre	Le vote utile à gauche
Augmenter le budget de la défense	5%	13%	19%	7%
Mieux maîtriser l'immigration	9%	25%	19%	9%
Supprimer l'indexation du montant des retraites sur l'inflation, au-delà d'un certain montant	18%	20%	15%	16%

Augmenter nos capacités de production d'énergie <i>via</i> le nucléaire	19%	27%	29%	16%
Limiter l'usage des écrans et des réseaux sociaux chez les moins de 15 ans	10%	22%	24%	17%
Reculer l'âge de départ à la retraite	23%	15%	13%	18%
Assurer une meilleure sécurité des biens et des personnes	25%	36%	34%	23%
Maintenir la place de la France dans le Monde	26%	37%	43%	26%
Réduire la dette et les déficits	18%	43%	46%	26%
Baisser le niveau des impôts et des taxes	28%	33%	22%	27%
Améliorer l'attractivité de l'économie	29%	43%	47%	29%
Favoriser la construction de nouveaux logements	35%	30%	23%	30%
Favoriser l'accès aux logements sociaux	50%	34%	23%	43%
Lutter contre le chômage	46%	48%	39%	43%

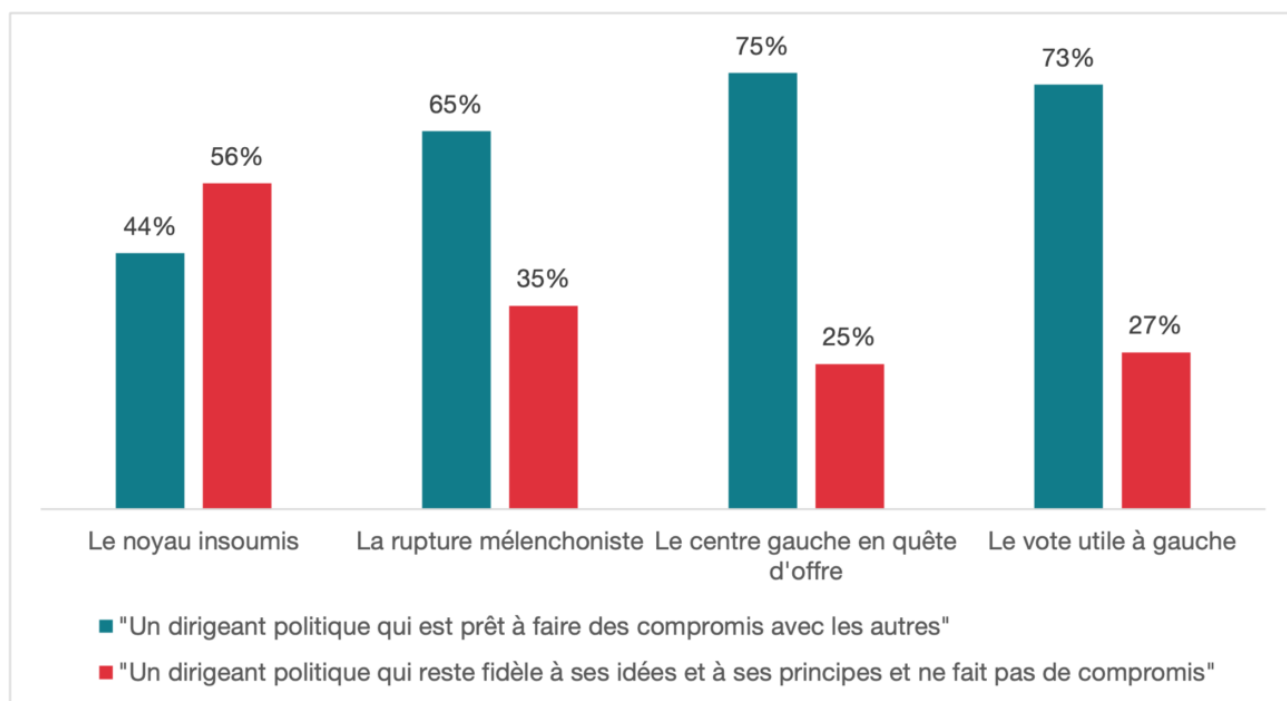
Augmenter nos capacités de production d'énergie via les énergies renouvelables	43%	42%	46%	48%
Taxer davantage les successions des plus aisés	63%	39%	29%	52%
Faire en sorte que le travail paie davantage	70%	59%	50%	57%
Lutter contre les discriminations	71%	46%	42%	60%
Améliorer le pouvoir d'achat des Français	73%	69%	56%	65%
Améliorer le système éducatif	72%	64%	62%	66%
Préserver l'environnement	60%	52%	56%	68%
Réduire les inégalités sociales	85%	61%	50%	76%
Préserver le système de santé	90%	86%	78%	88%

Cette proximité idéologique avec le noyau insoumis se retrouve également sur les questions économiques. Près des deux tiers de ce groupe (65%) considèrent que la justice sociale suppose de prendre aux riches pour donner aux pauvres. Une proportion identique estime que l'État devrait contrôler plus étroitement les entreprises afin de faire face aux difficultés économiques. Ces niveaux sont certes inférieurs à ceux observés dans le noyau insoumis (84% et 87%), mais ils demeurent néanmoins extrêmement élevés. Cette réalité constitue sans doute l'un des principaux enseignements de ce groupe : le rejet du mélenchonisme ne s'accompagne pas d'un basculement vers le centre ou vers le « social-libéralisme ».

Le choix du compromis plutôt que de la rupture

La véritable différence avec le noyau insoumis se situe ailleurs. Elle concerne moins les objectifs poursuivis que les méthodes permettant de les atteindre. Alors que le noyau insoumis revendique davantage de radicalité, ce groupe exprime au contraire une forte demande d'apaisement politique. Près des trois quarts de ses membres (74%) considèrent qu'il y a trop d'idées et de comportements radicaux dans la vie politique française. Ce chiffre est plus de deux fois supérieur à celui observé au sein du noyau insoumis, dont seulement 44% partagent cette opinion.

Graphique 6. Type de dirigeant politique préféré au sein des différentes familles de la gauche

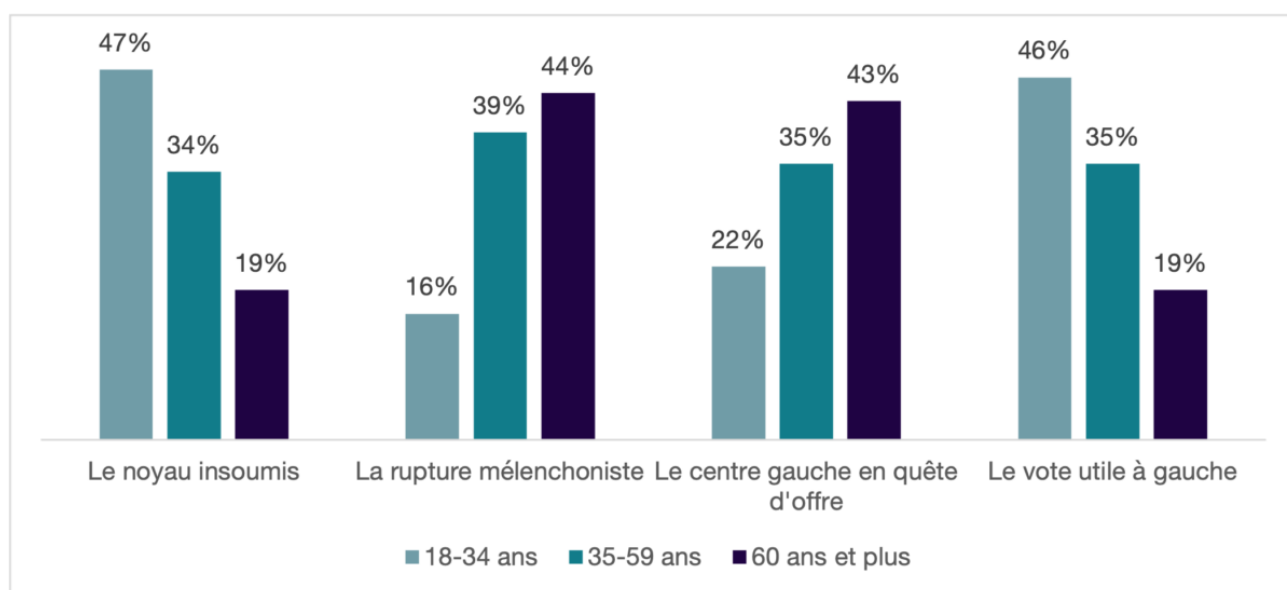


De même, 65% préfèrent un dirigeant capable de faire des compromis avec ses adversaires politiques, contre seulement 44% au sein du noyau insoumis. Cette opposition apparaît également dans leur rapport au changement social. Une majorité absolue (54%) souhaite réformer la société en profondeur, mais seulement 15% appellent à une transformation radicale, soit deux fois moins que dans le noyau insoumis (35%). Enfin, ce groupe se montre également plus exigeant sur certaines questions sociales. Ainsi, 39% considèrent que les chômeurs pourraient trouver un emploi s'ils le voulaient réellement, contre seulement 12% parmi les électeurs du noyau insoumis. L'écart atteint ici 27 points.

Une gauche plus âgée et plus populaire

Sociologiquement, ce groupe constitue le segment le plus âgé de l'électorat de gauche. Près de la moitié de ses membres (44%) ont plus de soixante ans, soit 13 points de plus que la moyenne des quatre groupes (31%). Les retraités représentent à eux seuls 36% de ses membres, contre 25% dans l'ensemble de la gauche et seulement 15% au sein du noyau insoumis.

Graphique 7. Âge moyen au sein des différentes familles de la gauche



Il s'agit également du groupe le moins diplômé. Ainsi, 22% possèdent au plus un CAP ou un BEP, soit 9 points de plus que la moyenne observée dans les quatre groupes. À l'inverse, les diplômés du supérieur y sont moins nombreux que dans les autres familles de gauche. Sur le plan territorial, cet électorat apparaît également légèrement plus rural que la moyenne de la gauche, avec 20% de ses membres vivant dans une commune rurale. Sa situation économique est relativement intermédiaire. Quatre personnes sur dix (41%) appartiennent à un foyer disposant de revenus mensuels nets compris entre 2000 et 3500 euros. Si 60% déclarent pouvoir faire face à une dépense imprévue de 400 euros, seuls 38% affirment qu'il leur est facile de mettre de l'argent de côté à la fin du mois. Enfin, seulement 41% se déclarent satisfaits de la vie qu'ils mènent.

Au total, ce groupe incarne probablement l'une des principales évolutions de la gauche depuis 2022. Ses membres continuent de partager une grande partie des aspirations économiques et sociales portées par la gauche de rupture. Pourtant, ils rejettent aujourd'hui profondément le principal parti qui prétend les représenter. Il s'agit ainsi d'un groupe qui demeure fermement ancré à gauche, mais qui recherche désormais une autre manière de faire de la politique.

Le centre gauche en quête d’offre : les orphelins du macronisme

Représentant 23% de l’électorat de gauche, soit environ 7% de l’ensemble des électeurs français, ce groupe occupe une position singulière dans l’espace politique. Contrairement aux deux premiers blocs, il ne s’inscrit pas dans l’histoire du mélenchonisme mais trouve davantage son origine dans le macronisme et dans la tradition sociale-démocrate. Son principal trait distinctif réside aujourd’hui dans l’absence d’offre politique pleinement satisfaisante pour représenter ses aspirations.

Un électorat issu du macronisme

L’origine politique de ce groupe apparaît clairement lorsqu’on observe son comportement électoral passé. Lors de l’élection présidentielle de 2022, près d’un membre sur deux (48%) avait voté pour Emmanuel Macron au premier tour. Aucun autre groupe de gauche ne présente un niveau aussi élevé de soutien à l’ancien président. Aujourd’hui, ces électeurs se positionnent clairement à gauche mais sur sa frange la plus modérée. Plus de la moitié (52%) se placent en position 4 sur l’échelle gauche-droite et 35% en position 3. À eux seuls, ces deux niveaux rassemblent ainsi 87% du groupe.

Pour les prochaines échéances électorales, le Parti socialiste apparaît comme leur premier point de chute avec une probabilité moyenne de vote de 7,1 sur 10. Les Écologistes arrivent derrière avec 5,3 sur 10. Fait notable, Renaissance (5,1 sur 10) et Horizons (5,3 sur 10) conservent également des niveaux d’attractivité relativement élevés, très supérieurs à ceux observés dans les autres segments de gauche.

Tableau 4. Niveau de satisfaction en cas de victoire de différents candidats à la présidentielle

	Le noyau insoumis	La rupture mélenchoniste	Le centre gauche en quête d’offre	Le vote utile à gauche
Jean-Luc Mélenchon	76%	1%	6%	47%
Marine Tondelier	32%	19%	22%	57%
Jordan Bardella	2%	11%	5%	2%
Gabriel Attal	3%	7%	34%	6%

Olivier Faure	3%	23%	26%	38%
Raphaël Glucksmann	4%	43%	53%	35%
Édouard Philippe	2%	9%	38%	7%

Pour autant, cette proximité avec le Parti socialiste ne se traduit pas par un enthousiasme massif. Seule une courte majorité (52%) se déclarerait satisfaite d'une victoire de Raphaël Glucksmann à la présidentielle. Derrière lui, Édouard Philippe recueille encore 38% d'opinions favorables et Gabriel Attal 34%. Ces résultats illustrent pour le moment l'absence d'incarnation évidente pour cet électorat.

Un rejet massif de La France insoumise

S'il existe une constante au sein de ce groupe, c'est bien son rejet de LFI. La probabilité moyenne de voter pour LFI n'est que de 1,6 sur 10 et seulement 6% de ses membres seraient satisfaits d'une victoire de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. Plus encore, 79% considèrent que La France insoumise constitue un danger pour la démocratie et 84% qu'elle attise la violence dans la société. Ces niveaux sont même légèrement supérieurs à ceux observés parmi les électeurs en rupture avec le mélenchonisme (75% et 83%). Cette hostilité à l'égard de LFI apparaît comme le principal obstacle à toute stratégie de rassemblement derrière une candidature portée par Jean-Luc Mélenchon.

Une gauche réformatrice, européenne et écologiste

Sur les enjeux de fond, cet électorat partage pourtant de nombreuses préoccupations avec le reste de la gauche, dont le noyau insoumis. La préservation du système de santé arrive largement en tête (78%), devant l'amélioration du système éducatif (62%), le pouvoir d'achat (56%) et la réduction des inégalités sociales (50%).

Deux points méritent néanmoins d'être mentionnés à ce niveau. Le premier concerne l'environnement. Avec 56% de citations, la préservation de l'environnement figure parmi les cinq principales priorités du groupe, ce qui le rapproche davantage du « vote utile à gauche » que des deux premiers blocs. Le second concerne les enjeux sécuritaires, qui occupent une place relativement marginale dans leur hiérarchie des préoccupations. Seuls 34% les considèrent

comme déterminants pour leur vote, ce qui place cette thématique au treizième rang de leurs priorités.

Mais c'est surtout leur rapport au changement qui distingue cet électorat des autres franges de la gauche et en particulier du noyau insoumis. Seuls 30% considèrent que la démocratie française fonctionne mal, contre 78% dans le noyau insoumis et 74% parmi les électeurs en rupture avec le mélenchonisme. Il s'agit de loin du groupe le plus satisfait du fonctionnement actuel des institutions. Cette confiance relative se traduit également dans leur rapport au compromis. Les trois quarts de leurs membres (75%) préfèrent des responsables politiques capables de trouver des accords avec leurs adversaires, tandis que 83% considèrent qu'il y a aujourd'hui trop d'idées et de comportements radicaux dans la vie politique française. De la même manière, seuls 7% souhaitent une transformation radicale de la société, soit cinq fois moins que dans le noyau insoumis (35%). À l'inverse, 48% privilégient des ajustements limités et 43% des réformes en profondeur.

Un électorat très pro-européen

Sur les questions économiques, cet électorat apparaît plus partagé que les autres groupes de gauche. Ainsi, 48% considèrent que la justice sociale suppose de prendre aux riches pour donner aux pauvres, contre 69% en moyenne dans l'ensemble des quatre groupes. De même, 46% estiment que les chômeurs pourraient trouver un emploi s'ils le souhaitaient réellement, soit le niveau le plus élevé observé dans cette étude. Son principal marqueur idéologique est toutefois son rapport à l'Europe. Pas moins de 85% considèrent que l'appartenance de la France à l'Union européenne est une bonne chose. Ce chiffre dépasse de 18 points la moyenne de la gauche (67%), de 13 points celui du vote utile à gauche (72%) et surtout de 44 points celui du noyau insoumis (41%). Sur les questions culturelles, il demeure néanmoins largement aligné avec le reste de la gauche. Seuls 16% considèrent, par exemple, qu'il y a trop d'étrangers en France.

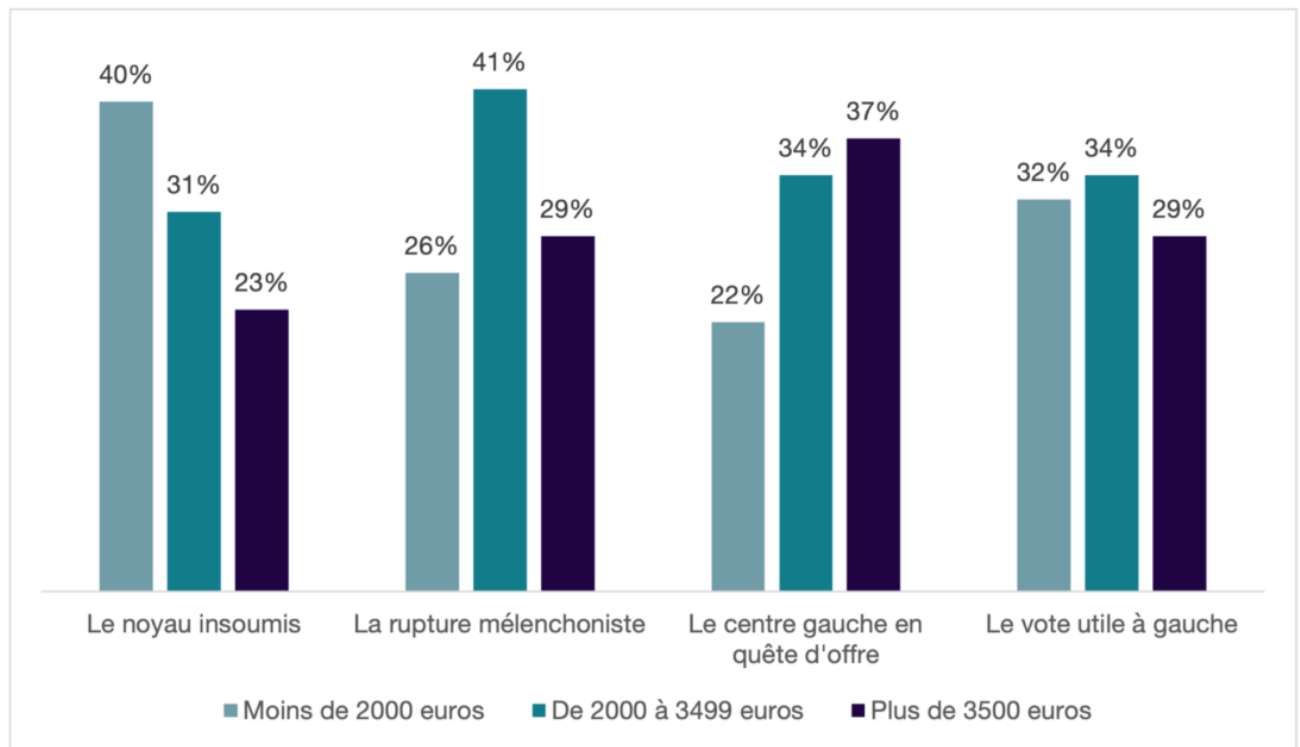
Les catégories les plus favorisées de la gauche

Sociologiquement, ce groupe est relativement âgé : 43% de ses membres ont plus de 60 ans, soit 12 points de plus que la moyenne des quatre groupes. Il présente également un niveau de diplôme élevé avec près de deux tiers (65%) de diplômés du supérieur, soit 10 points de plus que dans l'ensemble de la population française.

Mais c'est surtout sur le plan économique que ce groupe se distingue. Plus d'un tiers de ses membres (37%) appartiennent à un foyer disposant de plus de 3500 euros nets par mois, soit 7 points de plus que la moyenne des quatre groupes. La moitié déclare qu'il lui est facile de mettre de

l'argent de côté à la fin du mois et 69% affirment pouvoir faire face à une dépense imprévue de 400 euros, contre respectivement 40% et 60% en moyenne dans l'ensemble de la gauche.

Graphique 8. Revenu mensuel net du foyer des différentes familles de la gauche



Au total, ce groupe apparaît comme l'héritier d'une partie du macronisme de centre gauche, les fameux « tentés par la gauche » que nous mettons en lumière dans [une précédente note](#). Pro-européen, attaché au compromis, relativement satisfait du fonctionnement démocratique et économiquement plus favorisé que le reste de la gauche, il rejette massivement La France insoumise sans pour autant avoir trouvé une offre politique capable de susciter une adhésion pleinement majoritaire. Plus qu'un électorat de transition, il constitue aujourd'hui l'un des principaux réservoirs potentiels d'une candidature alternative à Jean-Luc Mélenchon.

Le vote utile à gauche : le groupe pivot de la gauche

Avec 32% de l'électorat de gauche, soit environ 9% de l'ensemble des électeurs français, le « vote utile à gauche » constitue le groupe le plus dense de cette typologie. Mais son importance ne tient pas seulement à son poids numérique, elle réside surtout dans sa position particulière au sein de l'espace politique de gauche. Contrairement aux autres groupes, ils ne sont solidement arrimés à aucune offre partisane spécifique et apparaissent aujourd'hui comme le principal électorat pivot de la gauche française.

À gauche, le groupe décisif de l’élection présidentielle à venir

L’une des principales caractéristiques de ce groupe est sa proximité simultanée avec plusieurs forces politiques de gauche. Les membres de ce groupe attribuent ainsi une probabilité moyenne de vote de 7,5 sur 10 aux Écologistes, de 7,3 sur 10 à La France insoumise et également de 7,3 sur 10 au Parti socialiste (PS). Aucun autre groupe ne présente un tel niveau d’ouverture à plusieurs offres concurrentes.

Cette logique se retrouve également dans leur rapport aux différentes personnalités de gauche. Une majorité se déclarerait satisfaite d’une victoire de Marine Tondelier à l’élection présidentielle (57%), mais près de la moitié seraient également satisfaits d’une victoire de Jean-Luc Mélenchon (47%). Olivier Faure (38%) et Raphaël Glucksmann (35%) bénéficient eux aussi de niveaux de soutien non négligeables.

Autrement dit, contrairement aux trois autres groupes, le « vote utile à gauche » ne semble pas définir son identité politique à partir d’une préférence partisane forte. Son principal critère paraît davantage être la capacité d’une candidature à permettre à la gauche de l’emporter. Cette spécificité lui confère une importance stratégique majeure. Alors que le noyau insoumis apparaît largement acquis à Jean-Luc Mélenchon et que les électeurs en rupture avec le mélenchonisme ainsi que le centre gauche semblent aujourd’hui difficilement récupérables par LFI, le bloc du « vote utile à gauche » constitue le principal espace de concurrence entre les différentes offres de gauche.

Une logique de victoire plus que d’appartenance

Le comportement électoral passé de ce groupe confirme largement son côté pragmatique. Lors de l’élection présidentielle de 2022, ils avaient très majoritairement voté pour Jean-Luc Mélenchon (74%). Pourtant, ce soutien ne semble pas avoir reposé sur une fidélité partisane durable. Aux élections européennes, leur vote s’est largement dispersé : 33% ont choisi LFI, 22% la liste PS-Place publique et 16% les Écologistes.

Tableau 5. Vote des différentes familles lors des élections européennes de 2024

	Le noyau insoumis	La rupture mélenchoniste	Le centre gauche en quête d’offre	Le vote utile à gauche

LFI	63%	3%	1%	33%
PCF	6%	8%	4%	5%
Les Écologistes	3%	8%	12%	16%
PS et Place publique	3%	44%	41%	22%
Renaissance et alliés	1%	2%	14%	0%
Abstention / blanc et nul	15%	19%	19%	19%

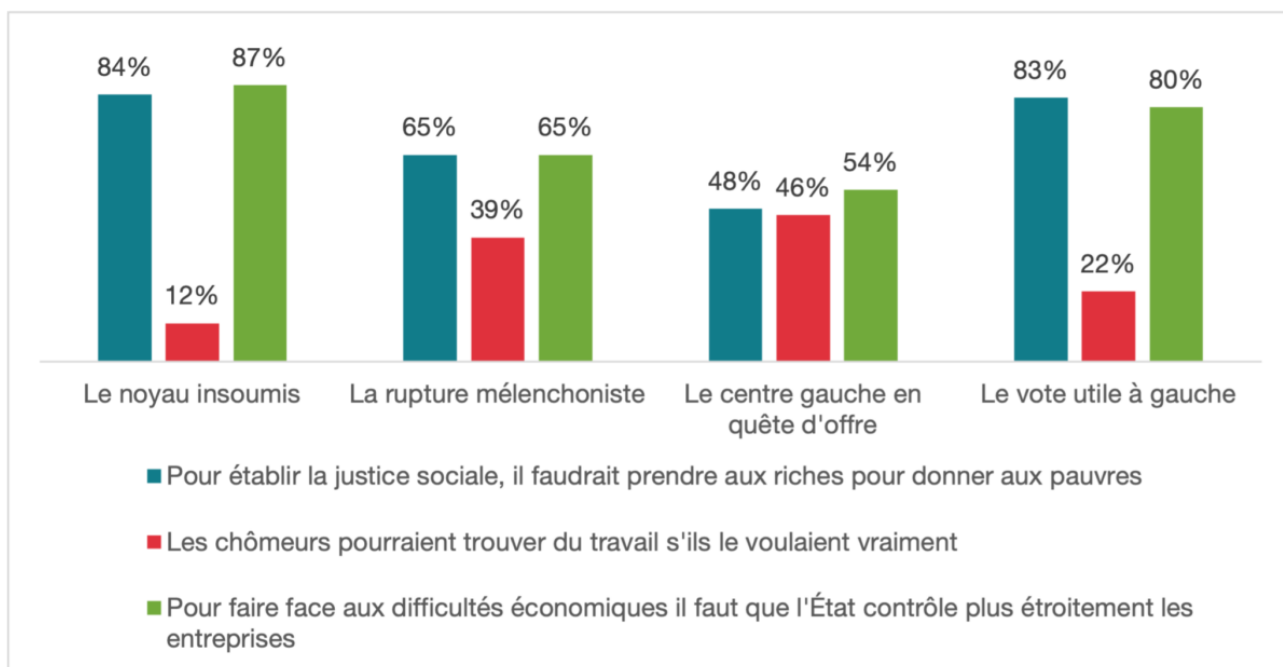
Cette capacité à passer d'une offre politique à une autre constitue sans doute l'une des principales singularités de ce groupe. Elle suggère un électorat davantage guidé par la recherche d'efficacité électorale que par l'appartenance à une famille partisane particulière. Cette logique apparaît également dans leur rapport à l'unité. Pas moins de 90% des membres de ce groupe se déclarent favorables à l'organisation d'une primaire de la gauche, soit dix points de plus que la moyenne observée parmi les quatre groupes (80%). Aucun autre segment de l'électorat de gauche n'exprime une demande aussi forte de rassemblement.

De la même manière, ils ne participent pas au phénomène de diabolisation de La France insoumise observé dans une partie de la gauche. Seuls 16% considèrent que LFI constitue un danger pour la démocratie, contre 75% parmi les électeurs en rupture avec le mélenchonisme et 79% au sein du centre gauche. De même, seuls 28% estiment que le mouvement attise la violence, contre respectivement 83% et 84% dans ces deux groupes.

Une gauche de compromis mais pas une gauche modérée

Pour autant, qualifier ce groupe de « modéré » serait une erreur. Sur les questions économiques, les membres du « vote utile à gauche » apparaissent très proches du noyau insoumis. Ainsi, 83% considèrent que la justice sociale suppose de prendre aux riches pour donner aux pauvres, soit un niveau quasiment identique à celui observé au sein du noyau insoumis (84%). De même, 80% jugent nécessaire que l'État contrôle plus étroitement les entreprises afin de répondre aux difficultés économiques, contre 87% dans le noyau insoumis.

Graphique 9. Positionnement des différentes familles sur les sujets économiques



Leurs priorités pour la présidentielle sont également très proches de celles du reste de la gauche. La santé arrive largement en tête (88%), devant la réduction des inégalités sociales (76%), la préservation de l'environnement (68%), l'amélioration du système éducatif (66%) et celle du pouvoir d'achat (65%).

Ce qui distingue le vote utile à gauche du noyau insoumis ne tient donc pas principalement aux objectifs poursuivis mais davantage aux moyens privilégiés pour les atteindre. Ainsi, 73% préfèrent des responsables politiques capables de faire des compromis avec leurs adversaires, contre seulement 44% dans le noyau insoumis. De même, 66% considèrent qu'il y a aujourd'hui trop d'idées et de comportements radicaux dans la vie politique française alors que le noyau insoumis est le seul groupe où une majorité estime au contraire qu'il n'y en a pas assez. Le « vote utile à gauche » apparaît ainsi comme une gauche de transformation qui privilégie la coalition plutôt que l'affrontement.

Une jeunesse urbaine et diplômée

Sociologiquement, ce groupe partage plusieurs caractéristiques avec le noyau insoumis. Près de la moitié de ses membres (46%) ont moins de 35 ans, soit un niveau très proche de celui observé chez les insoumis (47%). C'est également le groupe le plus urbain : 58% vivent dans une commune de plus de 200 000 habitants, soit 10 points de plus que le noyau insoumis (48%). Il s'agit également du groupe le plus diplômé de cette typologie. Pas moins de 72% possèdent un diplôme du supérieur,

soit 17 points de plus que dans l'ensemble de la population française et 10 points de plus que dans le noyau insoumis (62%).

En revanche, leurs revenus apparaissent beaucoup plus diversifiés. Un tiers appartient à un foyer gagnant moins de 2000 euros par mois, un tiers à un foyer percevant entre 2000 et 3500 euros et près de trois sur dix à un foyer dépassant 3500 euros. Cette diversité sociale contribue probablement à expliquer leur capacité à faire le lien entre plusieurs sensibilités de gauche.

Au total, le « vote utile à gauche » occupe une place singulière dans l'espace politique de gauche. Économiquement proches du noyau insoumis, culturellement très ouverts, favorables à l'Europe et attachés au compromis, ses membres constituent également le principal point de rencontre entre les différentes sensibilités de gauche. Surtout, ils apparaissent aujourd'hui comme l'électorat décisif de la compétition présidentielle à venir. Là où les autres groupes semblent déjà largement stabilisés dans leurs préférences partisans, le « vote utile à gauche » reste ouvert à plusieurs offres concurrentes. Plus que tout autre groupe, ce sont eux qui détermineront quelle coalition sera en mesure de prendre l'ascendant sur les autres à gauche à l'approche de 2027.

Conclusion : une gauche divisée sur les stratégies plus que sur les objectifs

À première vue, cette typologie semble confirmer l'image d'une gauche profondément fragmentée. Entre un noyau insoumis fidèle à Jean-Luc Mélenchon, une gauche désormais en rupture avec La France insoumise, un centre gauche encore à la recherche d'une offre politique crédible et stabilisée et un bloc du vote utile, davantage préoccupé par les perspectives de victoire que par les appartenances partisans, les cultures politiques, les trajectoires électorales et les rapports au pouvoir apparaissent incontestablement divers.

Pourtant, l'un des principaux enseignements de cette enquête est sans doute ailleurs.

Depuis le quinquennat de François Hollande, le débat à gauche est régulièrement structuré autour de l'idée de « deux gauches irréconciliables ». Cette lecture oppose traditionnellement une gauche réformatrice, attachée au compromis et à l'exercice du pouvoir, à une gauche plus contestataire privilégiant la rupture avec l'ordre économique et social existant. Les recompositions politiques des dernières années, l'émergence de La France insoumise comme principale force de gauche et les tensions permanentes autour de l'union semblent avoir renforcé cette interprétation. Les données invitent pourtant à la nuancer. Certes, les divergences observées entre les différents groupes sont réelles. Elles portent sur le rapport à Jean-Luc Mélenchon, sur la perception de La

France insoumise, sur le degré de radicalité souhaité ou encore sur la place accordée au compromis dans la vie politique. Sur ces questions, les écarts sont parfois considérables et expliquent largement les tensions qui traversent aujourd'hui les partis de gauche.

Mais lorsqu'il s'agit d'identifier les priorités pour les années à venir, les différences apparaissent nettement moins marquées. D'un groupe à l'autre, on retrouve systématiquement les mêmes préoccupations au sommet de la hiérarchie des attentes : la préservation du système de santé, l'amélioration du pouvoir d'achat, le renforcement du système éducatif ou encore la réduction des inégalités sociales. Autrement dit, les électeurs de gauche apparaissent souvent plus proches sur ce qu'ils souhaitent pour la société que sur la manière d'y parvenir. Le principal clivage qui traverse aujourd'hui la gauche ne semble donc pas opposer des électors porteurs de projets de société fondamentalement incompatibles. Il oppose davantage des électeurs qui divergent sur les moyens d'obtenir les changements qu'ils appellent de leurs vœux. La véritable ligne de fracture porte moins sur la destination que sur le chemin : faut-il privilégier la rupture ou la réforme, l'affrontement ou le compromis ?

Cette conclusion éclaire par ailleurs d'un jour nouveau la séquence présidentielle qui s'ouvre. Car sauf événement majeur, la question de 2027 ne sera vraisemblablement pas celle d'une candidature unique de la gauche. Tout indique au contraire que l'élection se jouera au minimum autour de deux candidatures majeures : celle de Jean-Luc Mélenchon et celle d'une (ou plusieurs) offre alternative. Dès lors, la question centrale devient moins celle de l'unité que celle des coalitions électorales susceptibles d'émerger.

De ce point de vue, l'analyse met en évidence l'existence de deux blocs relativement stabilisés.

Le premier est celui du noyau insoumis. Représentant 20% de l'électorat de gauche (soit 6% des électeurs français), il constitue aujourd'hui le socle le plus solide de Jean-Luc Mélenchon. Son niveau de fidélité est particulièrement élevé et sa cohérence idéologique forte. À court terme, rien ne semble menacer sérieusement cet ancrage.

Le second bloc relativement stabilisé est celui du centre gauche en quête d'offre ainsi que celui des électeurs en rupture avec le mélenchonisme. Ensemble, ces deux groupes représentent près de la moitié de l'électorat de gauche (soit environ 14% des électeurs français). Tous deux partagent désormais une défiance très forte à l'égard de La France insoumise et apparaissent largement fermés à une candidature portée par Jean-Luc Mélenchon. Leur point commun est moins un enthousiasme débordant pour une offre alternative qu'un rejet devenu structurel du mélenchonisme.

Entre ces deux ensembles se trouve le groupe le plus décisif politiquement : celui du vote utile à gauche. Représentant à lui seul 32% de l'électorat de gauche (9% des électeurs français), il constitue le véritable électorat pivot de la présidentielle à venir. Ses membres ne rejettent aucune des principales forces politiques de gauche. Ils demeurent ouverts à La France insoumise tout en manifestant également une forte proximité avec le Parti socialiste et les Écologistes. Ils sont massivement favorables à une primaire et apparaissent davantage guidés par une volonté de victoire de la gauche que par une fidélité partisane particulière.

C'est précisément parce qu'ils occupent cette position intermédiaire qu'ils apparaissent comme l'enjeu central à gauche de la compétition présidentielle.

En 2022, une grande partie d'entre eux avait choisi Jean-Luc Mélenchon, pas forcément par adhésion, mais également parce qu'il apparaissait alors comme le candidat le mieux placé pour qualifier la gauche au second tour. Les résultats des élections européennes montrent néanmoins que leur comportement électoral est beaucoup plus flexible qu'il n'y paraît. Une partie importante d'entre eux peut ainsi soutenir le Parti socialiste ou les Écologistes lorsque ces formations apparaissent en position de force.

La bataille qui s'annonce à gauche pourrait donc être analysée comme une compétition pour la conquête de cet électorat pivot. D'un côté, Jean-Luc Mélenchon cherchera vraisemblablement à reconstituer la coalition qui lui avait permis d'approcher la qualification au second tour en 2022 : son noyau insoumis associé à une grande partie du « vote utile à gauche ». De l'autre, une candidature alternative tentera d'agréger le centre gauche, les électeurs en rupture avec le mélenchonisme et une autre fraction de ce même groupe du « vote utile à gauche ».

Cette lecture conduit également à nuancer certaines hypothèses stratégiques souvent avancées dans le débat public. Les données suggèrent notamment qu'une candidature alternative à Jean-Luc Mélenchon ne trouverait probablement pas son principal levier de croissance dans un déplacement vers le centre ou dans un rapprochement avec l'électorat macroniste. Même les groupes les plus critiques à l'égard de La France insoumise demeurent clairement ancrés à gauche sur les questions économiques et sociales. Ils expriment une forte demande de redistribution, de protection sociale, d'intervention publique et de réduction des inégalités.

Pour espérer fédérer une majorité de l'électorat de gauche, une candidature alternative devrait donc rester fermement inscrite dans cet espace politique. Sa singularité ne résiderait pas tant dans son programme que dans sa méthode, son rapport au compromis, sa capacité à construire des coalitions et sa manière d'incarner le changement.

Au fond, cette étude suggère que la présidentielle de 2027 pourrait moins opposer deux gauches irréconciliables que deux offres concurrentes cherchant à représenter une demande électorale largement commune. Si les électeurs de gauche divergent sur les stratégies à adopter et sur les figures politiques qu'ils souhaitent voir émerger, ils continuent de partager un socle important de préoccupations et d'aspirations. La question centrale des prochains mois ne sera donc peut-être pas de savoir quelle gauche est majoritaire. Elle sera plutôt de déterminer quelle candidature parviendra le mieux à convaincre cet électorat commun qu'elle est la plus à même de transformer ses attentes en victoire politique.

Crédit photo : Bastien André.